

Communiqué FSU, UNSA Education, FNEC-FP-FO, CGT Educ'Action, SUD Education 32



Communiqué FSU, UNSA Education, FNEC-FP-FO, CGT Educ'Action, SUD Education 32

" Les représentant-es des personnels de l'Education Nationale FSU, CGT Educ'action, Sud Education, UNSA, FO tiennent à manifester leur vive inquiétude au sujet de l'avenir du collège de Cazaubon. Si les personnels et usagers ont accueilli avec soulagement l'annonce de surseoir à la fermeture , ils et elles demeurent très alarmés au sujet de l'avenir de ce site. Il y a cinq ans, le rattachement administratif à Éauze était déjà gros de menaces, avait laissé un goût amer aux personnels et le sentiment d'avoir été lésés en matière de préservation des enseignements et des conditions de travail.

La responsabilité des collectivités, mais aussi de l'État, est lourde pour maintenir des services publics de proximité dans un territoire rural fragile. Au-delà de tout battage politique, la mobilisation de ces derniers jours a prouvé l'attachement des usagers à ces services publics de proximité, et en particulier au service public d'Education.

D'autre part, la méthode du Conseil départemental, qui a pris sa décision unilatéralement, sans jamais organiser de consultation des personnels et des instances où siègent leurs représentant.es est tout simplement scandaleuse. Les personnels de l'établissement, qui ont appris la nouvelle sans aucun préavis, un temps stupéfaits, sont maintenant très inquiets et souhaitent obtenir des réponses sur plusieurs points : la pérennité des postes enseignants, administratifs, de direction et assistants d'éducation. Ils et elles s'interrogent également sur les dérogations, les inscriptions des futurs sixièmes, le projet pédagogique et l'offre de formation du site d'Eauze-Cazaubon, mais aussi sur les transports scolaires, l'investissement dans les travaux sur le site d'Eauze et la restauration scolaire ... La liste est longue.

Il revient donc au Conseil départemental du Gers et à l'Education Nationale d'engager une véritable concertation sur l'avenir du site de Cazaubon afin d'associer à la réflexion les personnels et leurs représentant.es dans le département ".